



Centre du
Commerce
International



Transformer le commerce,
changer les vies



Remerciements

Cette publication a pu voir le jour grâce aux recherches et à la rédaction de Mallika Goel et Sofia Baliño, qui ont bénéficié de l'aide d'Elizabeth Martinez et d'Evelyn Seltier. Laurena Arribat a mené l'exploration photographique et effectué la sélection, et Kristina Golubic a assuré la conception graphique. L'appui administratif a été apporté par Faten Ghazal McKarris (tous membres de l'ITC). La traduction depuis l'anglais a été effectuée par Patrick Schmitt.



Transformer le commerce,
changer les vies



Visite des entreprises bénéficiaires d'un programme de l'ITC au Viet Nam, 2022 ■ Photo de groupe lors de la Semaine de l'industrialisation de l'Afrique 2022, Niger ■ Réunion annuelle 2023, Forum économique de Davos : « Forger des partenariats multipartites pour une action climatique radicale » ■ Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, et Benedict Oramah, Président d'Afreximbank, discutent du rapport 2023 sur le commerce Afrique-Caraïbes ■ Panel de discussion sur l'autonomisation économique des femmes, douzième Conférence ministérielle de l'OMC, © OMC

Le Centre du commerce international a 60 ans

« Talkin' Bout a Revolution »*

Il y a 80 ans, après deux guerres mondiales en moins d'un demi-siècle, la nécessité de changer de paradigme s'est imposée comme une évidence. Ce fut l'objet de la conférence de Bretton Woods : tracer une voie commune pour la gouvernance économique internationale. À cette fin, il était clairement souhaitable d'établir un outil au niveau international qui permette de régir le commerce mondial. De ce constat sont nés deux institutions : le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Quelques années plus tard, en octobre 1947, 23 parties contractantes signaient l'Acte final de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

En 1964, le GATT comptait près de 60 pays signataires. Toutefois, pour ces membres, il était devenu évident qu'un système commercial fondé sur des règles ne pouvait se limiter à de simples plafonds et réductions tarifaires. C'est ce que montre l'élargissement des négociations du cycle Kennedy à des sujets tels que le dumping. Tandis que les règles mondiales du commerce émergeaient, la pratique était cependant encore souvent entravée par le manque d'informations sur les tendances du commerce et du marché : les exportateurs, malgré tous leurs efforts, travaillaient dans l'obscurité. Ce constat a conduit à la création, en mai 1964, de ce qui est aujourd'hui le Centre du commerce international (ITC).

Tout au long des 60 ans d'histoire de l'ITC, nous avons cherché à répondre aux réalités auxquelles les personnes sur le terrain sont confrontées lorsqu'elles cherchent à mener des affaires, en opérant sur la base d'un principe central : aider les pays en développement à tirer pleinement parti des avantages du commerce, par le biais d'interventions concrètes et axées sur l'exportation. En cours de route, nous avons cristallisé notre attention sur les moteurs de l'économie mondiale : les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), tout en montrant que la croissance économique doit aller de pair avec la durabilité environnementale, l'inclusion sociale et l'équité intergénérationnelle.

Il reste encore beaucoup à faire. Le commerce contribue à lutter contre la pauvreté dans le monde et les économies en développement accaparent une part de plus en plus importante des exportations mondiales. Ce progrès demeure pourtant encore hors de portée pour les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, les États en développement enclavés, les petites économies vulnérables, les pays en conflit armé ou qui risquent de tomber ou de retomber dans un conflit, et l'Afrique subsaharienne. Trop de pays concentrent encore leurs exportations sur une poignée de secteurs de produits de base, tandis que l'ajout de valeur, la diversification économique et l'intégration économique sont encore compliqués à mettre en pratique. Ces dernières années, avec le flot ininterrompu de crises, de la pandémie de COVID-19 aux conflits en passant par les catastrophes induites par le changement climatique, nous avons vu à quelle vitesse les progrès durement acquis sur plusieurs décennies peuvent être réduits à néant.

* Ça parle de révolution – titre d'une chanson de Tracy Chapman, 1988.



L'anniversaire des 60 ans de l'ITC en mai 2024 ■ Visite de la Secrétaire générale adjointe Amina J. Mohammed au siège de Genève ■ Réunion annuelle 2023 du Forum économique de Davos ■ La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, avec Txai Surui, activiste environnementale autochtone du Brésil, à la COP28 à Dubaï ■ La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, à la Foire commerciale intra-africaine 2021 en Afrique du Sud ■ Visite aux entrepreneures du camp de réfugiés de Dadaab au Kenya

Il s'agit de défis considérables. Or, s'il est une chose que l'ITC a appris au cours de ses 60 années d'activité, c'est qu'il nous revient, ensemble, de transformer le commerce si nous voulons améliorer les conditions de vie. Cette nouvelle publication vous invite à un voyage virtuel à travers notre histoire. Par son cheminement, elle montre qu'une révolution dans notre façon de penser le commerce n'est pas seulement une vision lointaine. Cette révolution est déjà en cours, comme le montrent les leçons tirées du travail de l'ITC et de sa priorité accordée aux petites entreprises.

Nous avons observé à quelles conditions une intervention produit des résultats tangibles, et en avons tirés les enseignements. Par exemple, nous savons que l'assistance technique « parachutée » est vouée à l'échec. Si nous voulons apporter un changement durable, les institutions locales, y compris les gouvernements, les organisations d'appui aux entreprises et le secteur privé, doivent être aux commandes, ce qui signifie qu'elles doivent avoir la capacité d'élaborer et de mettre en œuvre le changement. Les partenaires du développement et les agences internationales ont un rôle primordial à jouer, mais ces efforts doivent être coordonnés et refléter les réalités et les priorités locales.

Nous avons constaté en quoi le capital humain et d'autres formes d'infrastructures douces sont essentielles : c'est là que réside le véritable potentiel de croissance. Nous avons vu comment les partenariats, y compris entre les acteurs publics et privés, permettent de mettre au point les interventions les plus efficaces, en s'appuyant sur nos forces collectives. Nous avons appris pourquoi le financement, un défi majeur pour les petites entreprises, et plus encore pour celles dirigées par des femmes, des jeunes et des populations vulnérables, doit devenir plus abordable et plus facile d'accès et d'utilisation. Nous avons compris que l'un des plus grands défis auquel sont confrontés les pays en développement concerne les contraintes de capacité, et c'est là que nous devons concentrer nos efforts.

Le paradigme du système commercial de l'après-guerre fut un pas dans la bonne direction, même s'il était imparfait. Aujourd'hui, un nouveau paradigme doit émerger, adapté au XXI^e siècle. Il ne suffit pas d'envisager la durabilité environnementale, la connectivité numérique, l'inclusion sociale, l'intégration régionale ou la croissance économique dans leurs aspects individuels : notre travail doit suivre une approche holistique si nous voulons construire un avenir meilleur grâce à un développement mené par le biais du commerce. Nous ne pouvons pas non plus prendre le risque de laisser ces idées se limiter à des « discussions » entre politiciens et experts, technocrates et praticiens – elles doivent impérativement être traduites en actions concrètes.

Nous avons parcouru un long chemin, mais le voyage n'est pas terminé. À bien des égards, il ne fait que commencer. En 1988, Tracy Chapman chantait « Talkin' Bout a Revolution », appelant les personnes depuis longtemps reléguées à la marge à se lever, et à prendre la place qui leur revient sur le devant de la scène. C'est ce dont nous avons besoin aujourd'hui : une approche révolutionnaire du développement par le commerce, une approche qui soit pilotée localement, que les acteurs locaux puissent s'approprier, qui vise un avenir meilleur, plus équitable et plus durable, non seulement pour la génération actuelle, mais aussi pour celles à venir. Nous espérons que vous vous joindrez à nous pour mener cette révolution jusqu'au bout.



Pamela Coke-Hamilton,
Directrice exécutive de l'ITC

1964-2024

1960

Premiers pas
pages 10-19



1964-1971

Herbert L. Jacobson
États-Unis d'Amérique



1970

Commerce, promotion des
exportations et intendance
environnementale
pages 20-31



1975-1979

Victor E. Santiapillai
Sri Lanka



1980

Le développement durable
sur le devant de la scène
pages 32-41



1979-1981

**Padinjarethalakal
C. Alexander**, Inde



1981-1992

Göran Engblom
Suède



1990

Évolution de la gouvernance mondiale
pages 42-51



1994-2006

J. Denis Bélisle
Canada



2000

Nouveau millénaire, nouvelle
approche du développement
par le commerce
pages 52-63



2006-2013

Patricia R. Francis
Jamaïque



2010

Des objectifs mondiaux pour
la durabilité et les petites
entreprises
pages 64-79



2013-2020

Arancha González
Espagne



2020

Le développement
par le commerce
en temps de crise
pages 80-91

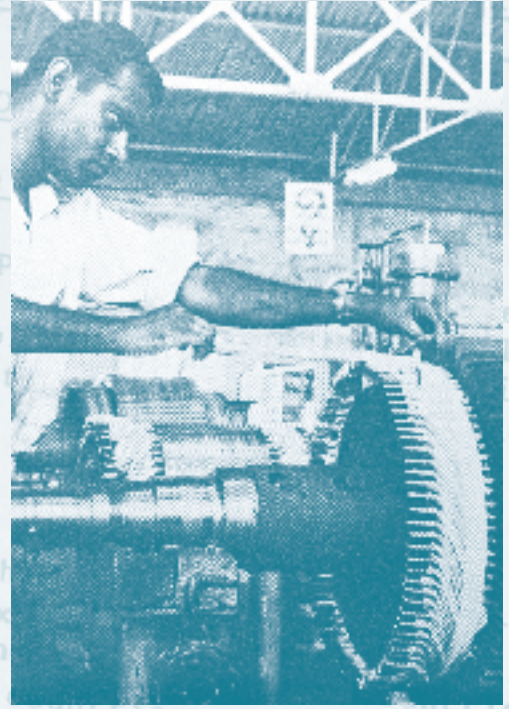


2020-présente

Pamela Coke-Hamilton
Jamaïque



1. Proposal by the Brazilian Representative to the GATT Council that
an International Trade Information Centre be established in
26 Oct. 1962)



Industrie des agrumes, Israël, 1966 © Israeli Citrus By-products ■ Ouvrière en usine, Inde, 1965 © Ministère du commerce de l'Inde ■
Femmes au travail dans une rizière, Thaïlande, 1965 © ONU



Années 1960

Premiers pas

En 1962, la délégation du Brésil auprès de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) propose dans le document COM.III/93 la création d'un « Centre international d'information commerciale ».

Cette demande est motivée, selon le Brésil, par le fait que les pays les moins avancés n'ont pas « les ressources financières qui leur permettraient de maintenir le type de services d'information commerciale et ni les délégués commerciaux dont disposent normalement les pays industrialisés, en particulier les pays les plus importants sur le plan commercial ». Le service d'information commerciale pourrait servir à tous les pays, compte tenu des dépenses liées à la collecte individuelle de ces informations.

Après deux ans de travaux préparatoires, le Centre du commerce international du GATT ouvre ses portes le 1er mai 1964, sept mois avant la création de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Cette année-là s'ouvre également le cycle Kennedy du GATT, dont l'objectif est de parvenir à des réductions tarifaires entre les parties contractantes et d'adopter, à terme, de nouveaux textes, notamment contre le dumping et pour le développement.

À l'époque, certaines des agences qui allaient plus tard façonner le paysage international étaient seulement en cours de création, et bon nombre n'étaient même pas encore considérées. Le Programme des Nations Unies pour le développement sera fondé en novembre 1965, tandis que les agences des Nations Unies sur l'environnement, le changement climatique, les femmes, la biodiversité et les droits de propriété intellectuelle suivront encore bien plus tard.

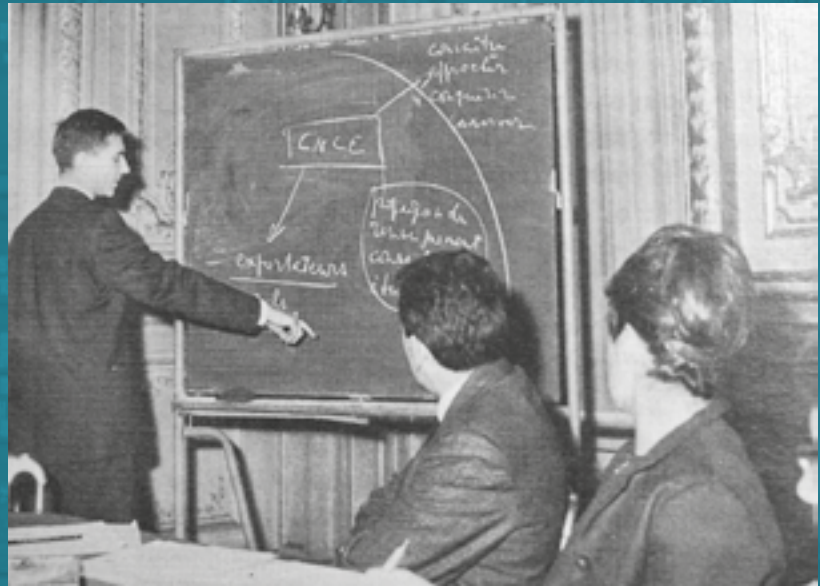


1964

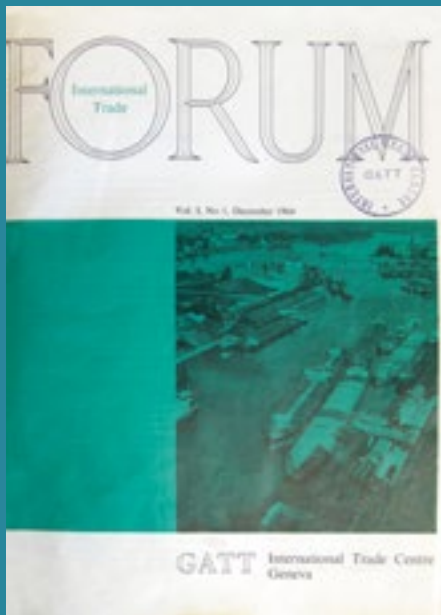
Naissance

Le 1^{er} mai 1964, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce crée officiellement le Centre du commerce international du GATT. Installé à la Villa le Bocage et ouvert avec seulement quatre employés et un budget modeste, son travail se concentre sur la fourniture d'informations commerciales aux exportateurs et sur l'appui à la promotion du commerce.

Sa mission initiale consiste alors à élaborer des manuels sur la manière de promouvoir efficacement les exportations et à assurer la formation correspondante, ainsi qu'à répondre aux questions et à analyser les tendances en matière de commerce et de développement. Son directeur exécutif fondateur, Herbert L. Jacobson (États-Unis), occupe ce poste de 1964 à 1971.



Herbert L. Jacobson, Directeur exécutif de l'ITC, 1964-1971 ■ Formation de personnel spécialisé dans le commerce extérieur, coopération entre le Centre national du commerce extérieur et le GATT, 1965 © CNCE ■ Ceylan (Sri Lanka) exportant vers la Birmanie (Myanmar), 1964 © ONU ■ Pesée de bananes à Samoa © Gouvernement de Samoa occidentales

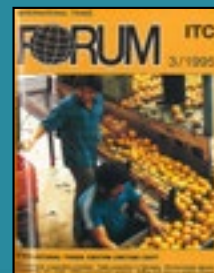
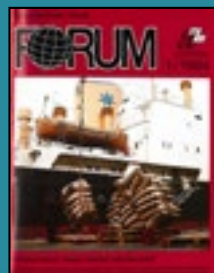


1964

Première publication du *Forum du commerce international*

Le 15 décembre 1964, l'ITC publie le premier numéro trilingue du *Forum du commerce international*. Dix mille exemplaires sont imprimés de ce premier numéro. Les publications suivantes, devenues trimestrielles, se poursuivent aujourd'hui encore.

Connu aujourd'hui comme le *Forum du commerce*, le magazine était à l'origine présenté comme un « lieu de rencontre pour les personnes intéressées par la promotion du commerce, en particulier les exportations des pays en développement, et un moyen d'échange d'idées et d'informations entre les acheteurs et les vendeurs ».





Formation à la promotion des exportations dispensée par l'ITC à 250 responsables commerciaux de pays en développement. Ci-dessus, les participants au module destiné aux délégués commerciaux, Genève, Suisse, 1968

1966

Un mandat élargi

En 1966, le Centre du commerce international reçoit sa première contribution au titre d'un fonds fiduciaire, ce qui permet à l'organisation d'étendre ses activités à l'assistance technique, en plus de ses activités existantes de fourniture d'informations commerciales et de renseignements sur les marchés.



Produits agricoles du Togo, 1965 © Ministère des affaires étrangères du Togo ■ Les équipement portuaire moderne accélèrent les exportations, Nicaragua, 1968, © ONU ■ Emballage de produits chimiques, Hongrie, 1968 © Ambassade de Hongrie



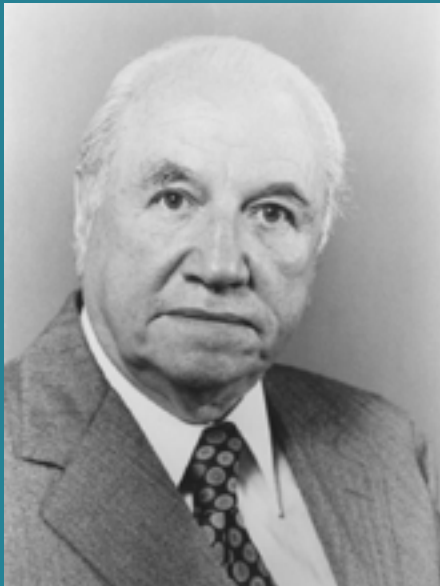
1968

Nouvelle époque, nouvelle structure

En 1968, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), créée en décembre 1964, devient officiellement la deuxième agence mère de l'ITC, en plus du GATT. Cette décision a été officialisée l'année précédente, à la suite d'un accord conclu entre le GATT, alors dirigé par Eric Wyndham White, et le secrétaire général de la CNUCED de l'époque, Raúl Prebisch.

Un des principaux changements annoncés dans une note de M. White aux parties contractantes du GATT était que le Centre du commerce international du GATT poursuivrait ses activités existantes, mais qu'il fournirait désormais aussi « du personnel et un appui substantiel aux projets de promotion des exportations financés dans le cadre des programmes de coopération technique des Nations Unies ».

L'agence sera désormais connue sous le nom de Centre du commerce international CNUCED/GATT.



Raúl Prebisch, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ■ Villa le Bocage, 1920 © Bibliothèque de Genève ■ Cycle Kennedy, présidé par Eric Wyndham White, Directeur général du GATT, 1967 © OMC



Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, Stockholm, 1972 © ONU ■ Ateliers lors d'une foire commerciale avec des installations permettant aux acheteurs d'entrer en contact avec les vendeurs, 1970 © Gouvernement d'Israël



Années 1970

Commerce, promotion des exportations et intendance environnementale

L'entrée du Centre du commerce international CNUCED/GATT dans sa deuxième décennie est marquée par l'extension de son champ d'action, au-delà de l'information commerciale et de la promotion des exportations. Par exemple, au cours de ces années, il appuie la création d'organisations de promotion du commerce dans plus de 40 pays, dans le cadre d'une reconnaissance croissante de la complexité du commerce et des besoins étendus des exportateurs. Son budget augmente en parallèle, pour atteindre 20,7 millions de dollars en 1978, soit dix fois plus qu'au début de la décennie. Entre-temps, le cycle Tokyo du GATT a vu les parties contractantes convenir de nouvelles réductions tarifaires et inclure les barrières non tarifaires dans son champ d'action.

Sur cette même période, la communauté internationale reconnaît de plus en plus les liens entre la croissance économique et la durabilité de l'environnement. Le constat est devenu évident lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain qui s'est tenue à Stockholm en juin 1972, et qui a placé le thème de la protection de l'environnement sur le devant de la scène internationale et conduit à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Au cours des années 1970, le Centre du commerce international connaît de nombreux changements de direction. Après le départ du directeur exécutif fondateur, Herbert L. Jacobson (États-Unis), en 1971, Victor E. Santiapillai (Sri Lanka) reprend le flambeau de 1975 à 1979. Padinjarethalakal C. Alexander (Inde), lui succède de 1979 à 1981.



Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York © ONU

Années 1970

Une position centrale au sein du système onusien

En 1973, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) désigne le Centre du commerce international CNUCED/GATT comme le point focal au sein du système onusien pour les activités d'assistance technique et de coopération en matière de promotion du commerce et des exportations. Il s'agit là d'un mandat essentiel, qui perdure encore aujourd'hui. Tout au long de cette décennie, l'objectif de l'ITC évolue pour cibler plus directement les gouvernements et les exportateurs des pays en développement. Il renforce sa présence dans les pays et met en place des évaluations des besoins des pays.



Préparation de produits artisanaux pour l'exportation : une Sénégalaise tisse un panier, 1972 © OIT ■ Préparation de produits artisanaux pour l'exportation : moulage de figurines en Inde, 1972 © OIT ■ Panel de discussion dans le cadre d'un séminaire de formation de l'ITC pour les hauts responsables de la promotion des exportations des pays en voie de développement, Genève, 1974, © ITC



Des participants au séminaire de développement de la gestion des exportations mis au point par l'ITC pour l'Inde, 1975

Années 1970

Expansion géographique

Au cours de ses premières années d'activité, les programmes de formation offerts par l'ITC sont axés sur la promotion du commerce, et sont dispensés à son siège de Genève. Parmi les participants figurent des représentants commerciaux de pays en développement basés en Europe. Au fil du temps, ces formations commencent à se dérouler dans les pays bénéficiaires, comme ce séminaire de développement de la gestion des exportations en Inde en 1975.



Des participants à un atelier de l'ITC visitent les bureaux de publication de l'Irish Export Board, 1976 © Lensmen ■
Technicien venu aider l'industrie du coton à améliorer la transformation et à appliquer les nouveaux progrès de la recherche, 1975 © Secrétariat international de la laine



Maison des exportateurs CEPEX à Tunis, Tunisie © CEPEX

1973

Appuyer l'écosystème des affaires

L'ITC aide à mettre en place l'organisation nationale de promotion du commerce de la Tunisie, le Centre de promotion des exportations (CEPEX), ouvrant ainsi la voie à une longue tradition d'appui de l'ITC à la création d'organisations de promotion du commerce (OPC) et d'agences gouvernementales dédiées au commerce dans les économies en développement. Le Mincomex, le ministère colombien du commerce extérieur de l'époque, sera également créé avec l'appui de l'ITC au début des années 1990 avant de fusionner avec d'autres ministères pour former l'actuel Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme.

Aujourd'hui, l'ITC travaille avec des organisations d'appui aux entreprises dans le monde entier, parmi lesquelles des OPC et des chambres de commerce, qui s'engagent auprès des petites entreprises dans leurs communautés.



Session de coaching de l'ITC pour le personnel de l'Agence de promotion du commerce et des exportations sur la gestion des informations commerciales et la fourniture de services, 2013, Sainte-Lucie ■ Plateforme de benchmarking pour les organisations d'appui aux entreprises ■ Atelier de formation à la feuille de route d'amélioration des performances dans le cadre du projet « AIM for Results », 2014, Sri Lanka ■ Personnel de l'ITC menant une réunion de benchmarking à la Barbade, 2013 ■ Appui aux agences africaines de promotion des exportations dans le cadre du programme MOPSE (Gestion opérationnelle des programmes d'appui à l'exportation), 2018, Cotonou, Bénin.



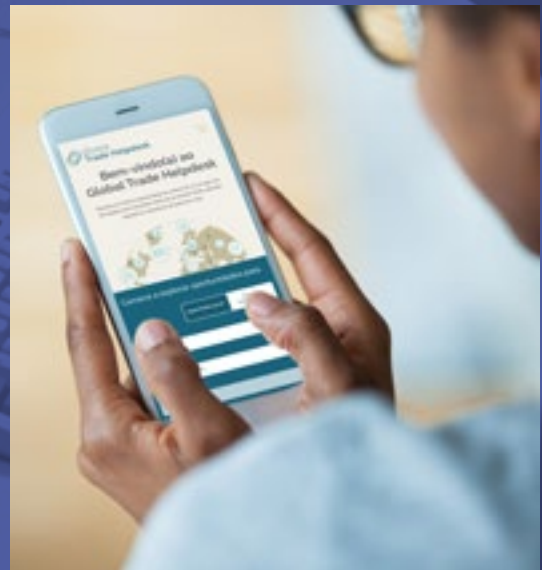
Fin

1970

Accélération des technologies, amélioration des données

À la fin des années 1970, l'ITC met au point le Service des actualités du marché pour permettre aux producteurs de recevoir par télex les prix et les conditions du marché en temps réel. Lancé en Afrique de l'Est, le service se développe rapidement pour couvrir plus de 50 produits, représentant plus de 2 milliards de dollars d'exportations en provenance des pays en développement du monde entier.

Il s'agit de l'un des premiers exemples de biens publics mondiaux de l'ITC, désormais en ligne et couvrant de multiples facettes du commerce international. Parmi les exemples plus récents de ces biens publics mondiaux, citons les outils Global Trade Helpdesk, Trade Map, Export Potential Map, Market Access Map et Sustainability Map.



Service des actualités du marché, 1994 ■ Bureau de l'ITC équipé pour l'étude de marché, 1994 ■ Global Trade Helpdesk, 2024



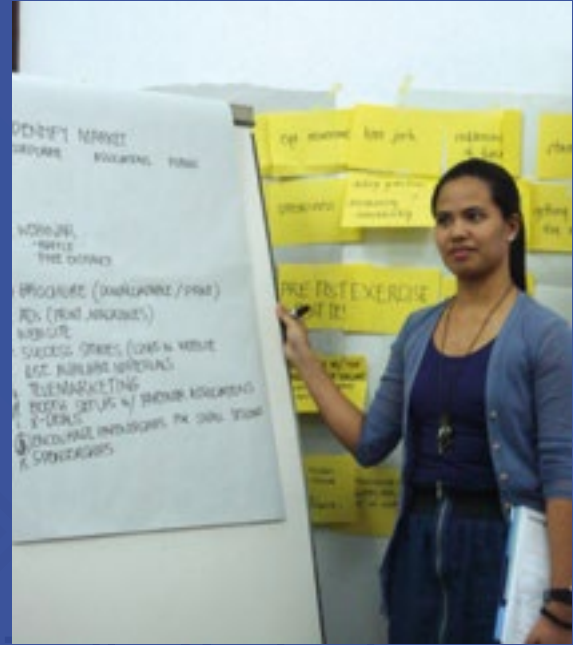
Formation en entreprise aux techniques de contrôle de la qualité, 1980 © OIT

1979

L'attention se tourne vers la gestion des chaînes d'approvisionnement

L'ITC lance son premier programme de gestion des chaînes d'approvisionnement en 1979, en ciblant les opérations d'importation. Ce travail conduira par la suite au lancement d'un système d'apprentissage modulaire en gestion des chaînes d'approvisionnement au début des années 2000, dont l'objectif de « former les formateurs » permettra de créer 120 établissements de formation agréés.

En 2012, le programme sera certifié de la norme de gestion de la qualité ISO 9001:2008 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). En parallèle, l'ITC mettra en place un programme de formation diplômant pour les petites entreprises et les professionnels, qui sera dispensé dans plus de 40 pays.



Système d'apprentissage modulaire en gestion des chaînes d'approvisionnement (MLS-SCM), formation des formateurs, Sénégal, 2011 ■ MLS-SCM, formation des formateurs, Philippines, 2011 ■ MLS-SCM, table ronde régionale pour l'Afrique, Kenya, 2010



Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme, 1985 © ONU ■ Sarah Jones, actrice et ambassadrice itinérante de l'UNICEF, lors de la cérémonie du 30e anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) © ONU/Eskinder Debebe ■ Couverture du Rapport Brundtland : Notre avenir à tous, 1987



Années 1980

Le développement durable sur le devant de la scène

Tandis que les activités du Centre du commerce international CNUCED/GATT en faveur d'un développement induit par le commerce se poursuivent dans les années 1980, la nécessité d'inclure ceux qui ne profitent pas pleinement des avantages du commerce devient de plus en plus urgente.

Ce tournant intervient au moment où le débat mondial sur les droits des femmes et des filles connaît des avancées historiques, notamment avec l'entrée en vigueur de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en 1981. Dans le cadre de ses activités, une des principales étapes franchies par l'ITC est l'appui apporté aux Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme (1985), qui comportent plusieurs paragraphes sur les effets différenciés de la politique et des pratiques commerciales sur les hommes et les femmes.

Un autre changement radical dans le domaine de la politique internationale est la publication de Notre avenir à tous, également connu sous le nom de rapport Brundtland, par la Commission Brundtland en 1987. Ce texte contient une définition du développement durable qui continue d'inspirer les conversations politiques actuelles : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Il souligne également l'importance de remodeler l'économie mondiale dans ce sens.

C'est ce même état d'esprit qui guide les projets de l'ITC tout au long de la décennie, période au cours de laquelle l'organisation célèbre son 25^e anniversaire, en 1989, sous la direction de Göran Engblom (Suède) qui exerce ses fonctions de 1981 à 1992.



Bâtiment de l'ITC en 1981, Genève, Suisse

1981

Nouveau siège, nouveau chapitre

En 1981, l'ITC s'installe dans son nouveau siège à Genève, rue de Montbrillant, où il se trouve encore aujourd'hui. À ce stade, l'agence emploie déjà plus de 150 employés et plus de 500 consultants. Bien que son siège soit en Suisse, l'ITC accroît progressivement sa présence dans les pays où sont déployées ses interventions.



Villa le Bocage, Prégny, Suisse © notre-histoire.ch ■ Bâtiment de l'ITC en 1995, Genève, Suisse ■ Centre William Rappard, alors siège de l'Organisation internationale du travail, aujourd'hui siège de l'OMC, 1937 © Bibliothèque de Genève ■ Inauguration du bâtiment de l'ONU à Genève, 1958 © ONU



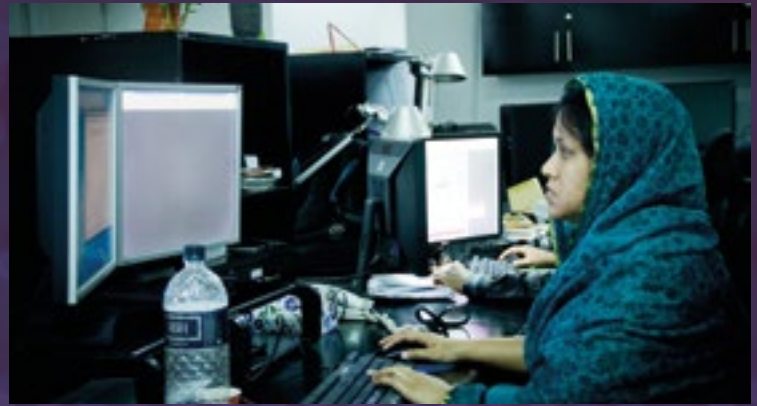
« Positionner le Bangladesh dans l'arène mondiale des technologies de l'information »,
Conférence sur l'externalisation des services au Bangladesh, 2012

1982

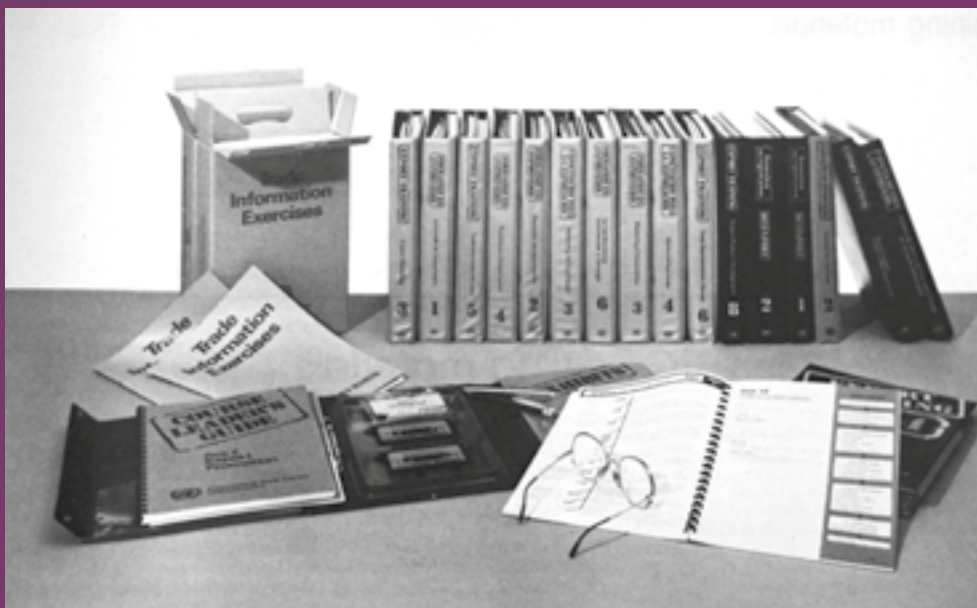
Le commerce des services passe au premier plan

Au fil du temps, le commerce des services devient un élément de plus en plus prépondérant de l'offre de l'ITC, intégré dans les programmes nationaux tout au long des années 1980. En 1982, l'ITC organise son premier programme de promotion des exportations de services de conseil en ingénierie. Par la suite, ce programme sera décliné en programmes d'assistance technique dans différents secteurs, et conduira à la création d'un réseau de services à l'exportation de l'ITC que les pays pourront intégrer.

Aujourd'hui, l'ITC fournit un appui allant du renforcement des capacités sur le commerce des services, à la fois pour les petites entreprises et les organisations d'appui aux entreprises, à l'aide aux négociateurs des pays en développement lorsqu'ils élaborent des positions sur les dispositions et les chapitres relatifs aux services dans les accords commerciaux. L'édition 2022 du rapport phare de l'ITC Perspective de la compétitivité des PME (SMECO) aura pour thème les services connectés, reflétant la façon dont les secteurs des services évoluent avec l'économie numérique et les chaînes de valeur de plus en plus globales.



Formation en informatique, Sénégal, programme NTF IV ■ Secteur informatique au Bangladesh, programme NTF II ■ La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, lance le SMECO 2022 ■ Secteur informatique en Ouganda, programme NTF IV ■ Tourisme au Myanmar ■ Lancement du SMECO 2022 au siège de l'OMC, Genève, Suisse



Matériel de formation à l'exportation : des kits, des jeux, des études de cas et des lectures, 1982
© Photo-Inter

1983

L'accent mis sur la promotion du commerce conduit à un nouveau statut

Le Programme de développement des Nations Unies accorde le statut d'agence d'exécution à l'ITC en 1983, en reconnaissance de ses activités de promotion du commerce, sur recommandation de l'organe directeur de l'ITC, le Groupe consultatif commun.

COMMODITY	INTERNATIONAL BASIS	COMMODITY PRICES		
		IN US DOLLARS PWT		
		SPOT PRICES		
SUGAR RAW	CIF LONDON	12MKT AGO	4MKSAGO	AS ON
		709-8	526-4	9-4-81
SUGAR WHITE	FOB EUR. PORTS	762-6	592-2	47 1-2
SOYABEAN OIL	CHICAGO MKT	545-5	5 10-2	553-4
PALM OIL	CIF NE PORTS	587-3	627-3	600-2
RAPESEED OIL	DUTCH FOB	538-7	470-2	504-1
CASTOR OIL	EX-TANK ROTT.	1070-0	980-0	985-0
RUBBER	FOB SINGAPORE	1400-7	1270-7	1307-7
COFFEE	ICO PRICE	275 1-5	2630-6	2650-7
RICE	FOB BANGKOK	465-0	500-0	517-0
FOREIGN EXCH.	US DLR PER PD	2-388	2-393	2-392
	RS PER US DLR	7-93	8-21	8-19
REUTERS COMMODITY INDEX		1727-5	1724-3	1694
UPDATED BY R. L. R.				



Affichage quotidien des prix des produits de base, 1981 © ITC ■ Le cœur du réseau de communication de l'ITC, dont le siège est relié par télex, 1981 © ITC ■ Des participants à un séminaire sur l'emballage et le marketing visitent un organisme de recherche appliquée, 1986 © Rijnmond



Tissus d'ameublement en jute

Années 1980

Les projets de développement des exportations sous les projecteurs

Tout au long des années 1980, l'ITC met en œuvre de plus en plus de projets de développement des exportations axés sur l'agriculture, parmi lesquels celui de promotion et d'appui au secteur du jute est le plus loué.

Ces travaux, menés dans des pays comme l'Inde et le Bangladesh, mettent en évidence la valeur du jute en tant qu'option écologiquement durable pour les textiles, l'artisanat et les accessoires de mode, entre autres, pouvant être utilisé dans des secteurs allant de l'automobile au mobilier. Il s'agit de l'un des nombreux projets de l'ITC de ces années-là qui met déjà l'accent sur l'importance de la durabilité environnementale dans la production et le commerce.



Fil de jute teint ■ Meubles en composite de jute ■ Diverses utilisations du jute dans la pratique
© Jute Manufactures Development Council, Inde ■ Tapis en jute vendus sur les marchés locaux
et internationaux © Travancore Mats & Matting Co. India



Le directeur exécutif de l'ITC, J. Denis Bélisle, visite une école brésilienne pour observer le travail du projet Berimbau, qui vise à appuyer un développement communautaire durable ■ Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre de Rio) au Brésil, 1992 © ONU / Michos Tzovaras ■ J. Denis Bélisle, Directeur exécutif de l'ITC, et Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'OMC (2002-2005) ■ Signature de l'Accord de Marrakech au Maroc, avril 1994 © OMC

Années 1990

Évolution de la gouvernance mondiale

Deux des changements les plus significatifs dans la gouvernance mondiale ont lieu au début des années 1990, avec chacun une influence considérable sur l'orientation des travaux du Centre du commerce international CNUCED/GATT. Le premier est la conclusion en 1994 des négociations du cycle de l'Uruguay dans le cadre du GATT, qui conduit à l'instauration de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à compter du 1er janvier 1995, et à la décision notable d'inscrire l'objectif du développement durable dans le préambule de son document fondateur, l'Accord de Marrakech.

Le deuxième résulte de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de 1992, également connue sous le nom de Sommet de la Terre de Rio en raison du lieu de la conférence. Elle mène à la signature de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention sur la diversité biologique, et lance un appel aux gouvernements à élaborer ce qui deviendra plus tard la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

En termes de gouvernance, le directeur exécutif de l'ITC pendant la majeure partie des années 1980, Göran Engblom (Suède), quitte l'organisation en 1992. Après une vacance de deux ans, J. Denis Bélisle (Canada) prend ses fonctions en 1994.



1992



2002



2012



2021

Années 1990

Du Guide du café au réseau mondial

En 1992, l'ITC publie *Café – Guide de l'exportateur*, un rapport détaillé sur l'industrie et le commerce du café. Depuis sa première itération, rendue possible grâce à l'appui de la Suisse, le Guide en est aujourd'hui à sa quatrième édition. Désormais intitulé Guide du café, il demeure l'une des publications les plus populaires de l'ITC. L'édition la plus récente, publiée en 2021 et élaborée par plus de 70 experts du secteur du café, conduira à la création du Réseau du Guide du café.

Le travail de l'ITC dans le secteur du café continuera d'évoluer en réponse aux tendances et conditions de la filière. Parmi les développements plus récents, citons le travail effectué dans le cadre du programme NTF V qui vise à permettre une transition numérique au sein de la chaîne de valeur du café éthiopien, ainsi que le lancement du Centre pour l'économie circulaire dans l'industrie du café qui implique depuis 2023 déjà de nombreux partenaires.



Surendra Kotecha, de l'ITC, rencontre des producteurs de café ■ Des producteurs trient des cerises de café © carleyserwat ■ Cueillette de cerises de café, Programme de commerce et d'investissement du Népal, 2022 ■ Formation aux compétences sensorielles et à la dégustation, ARISE Plus, République démocratique populaire lao ■ Jeune agriculteur cultivant des plants de café à l'Union coopérative Oromia des producteurs de café, Éthiopie © ITC/Meklit Mersha ■ Jeune entrepreneure présentant ses produits au Salon pour un commerce durable des PME du Myanmar, 2023



Conférence et Prix mondiaux du réseau des Organisations de promotion du commerce à Paris, France, 2018

Années 1990

Développer un réseau d'organisations de promotion du commerce

En 1996, le premier réseau mondial des organisations de promotion du commerce (OPC) voit le jour. Une conférence biennale est organisée, accompagnée de remises de prix, dont la première édition a eu lieu en Colombie. L'ITC en est le coorganisateur depuis l'édition de 2002 en Chine. L'événement attire désormais des centaines de participants issus d'OPC, d'associations professionnelles, de gouvernements et d'autres acteurs travaillant dans le domaine de la promotion des exportations. Il s'inscrit dans le cadre des efforts considérables déployés par l'ITC et ses partenaires pour appuyer les OPC du monde entier, notamment en facilitant la mise en place de réseaux régionaux d'OPC, d'ateliers, et bien plus encore.



Les lauréats des Prix mondiaux du réseau des Organisations de promotion du commerce, lors de la Conférence mondiale (WTPO) à Dubaï, Émirats arabes unis, 2014 ■ Édition WTPO à Marrakech, Maroc, 2016 ■ Dîner de gala à la WTPO de Marrakech, Maroc, 2016 ■ Visite du pôle d'innovation du Ghana, WTPO, 2022 ■ Prix WTPO à Dubaï, Émirats arabes unis, 2014 ■ Prix WTPO à Dubaï, Émirats arabes unis, 2014



Atelier sur le bois avec un expert de l'ITC, Centre forestier de Mezimbite, Mozambique, 2005

1996

Des projets plus vastes, des impacts plus étendus

En 1996, l'ITC donne le coup d'envoi de ce qui reste son plus grand projet à ce jour : le Programme intégré conjoint d'assistance technique (JITAP), une initiative de 28 millions de dollars, qui implique 16 pays à travers le continent africain sur une période de dix ans. Un des objectifs majeurs est d'appuyer les négociations avec l'OMC et de fournir des conseils en matière d'exportation.

Ce programme ouvre la voie à des projets plus vastes au cours des décennies suivantes, et à une évolution croissante vers la fourniture aux décideurs politiques des pays en développement d'une assistance technique et d'un appui au renforcement des capacités dans le cadre des négociations relatives au commerce.



Réunion du JITAP, Conférence ministérielle de l'OMC, Hong Kong, 2005 © OMC ■ Travail en Sierra Leone avec 13 000 agriculteurs pour la production de gingembre, 2004 ■ Réunion acheteurs-vendeurs, Chamonix, France, 2006 ■ Atelier du secteur privé sur la facilitation des échanges, Monrovia, Libéria, 2017

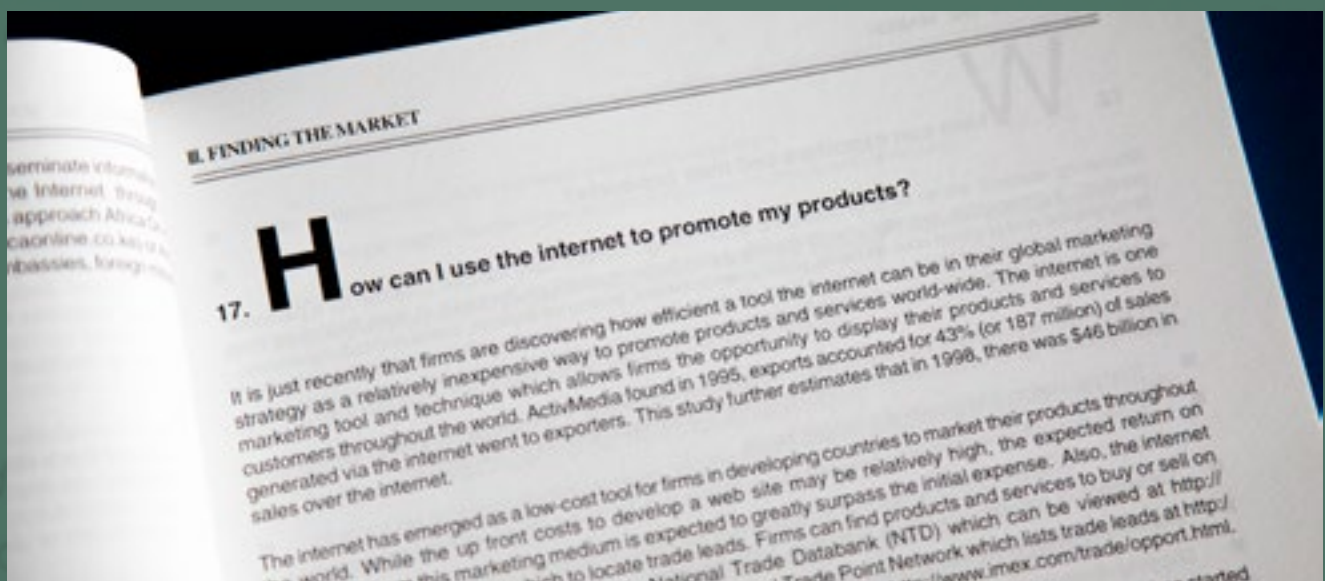
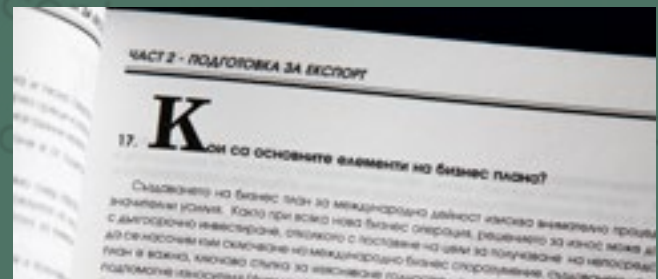
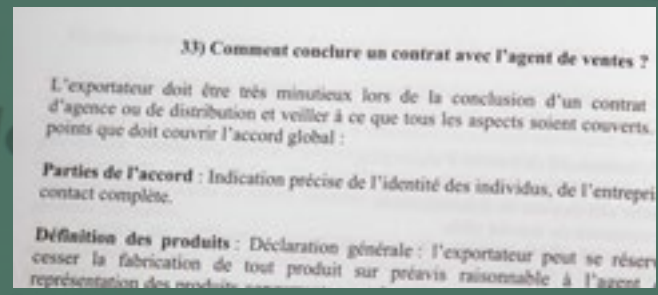
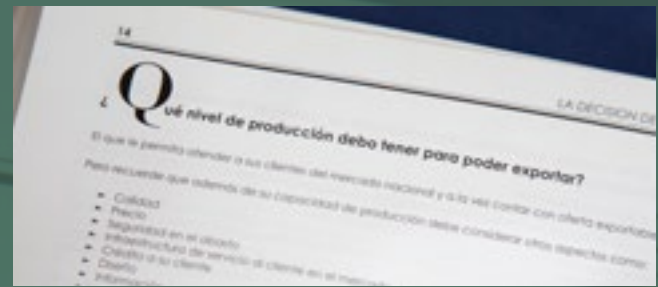
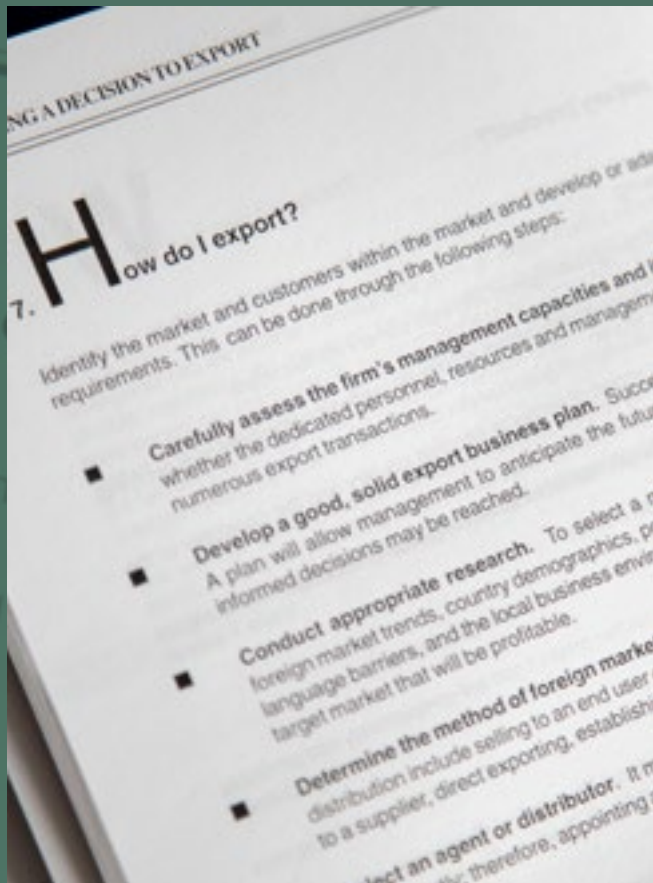


Années 1990

Répondre aux besoins des pays, donner les clés de l'exportation

Une des publications les plus populaires de l'ITC dans les années 1990 est *Les clés de l'exportation : Manuel de réponses pour les PME*, qui présente 100 questions et réponses sur les aspects pratiques de l'exportation selon la perspective de différentes économies.

Cette publication sera ensuite déclinée en éditions spécifiques aux besoins de chaque pays, traduite en dix langues et diffusée dans 50 économies. Les utilisateurs, tels que Bancomext au Mexique, témoigneront par la suite que le manuel les avait aidés à répondre aux trois-quarts des milliers de questions reçues chaque mois de la part de petites entreprises.



Exemples de questions dans les différentes éditions linguistiques de la série Les clés de l'exportation



Tisserand cambodgien dans le cadre du programme du Cadre intégré appuyé par le Cadre intégré renforcé (CIR), 2004 ■ Des femmes trient et préparent du gingembre pour l'exportation en Sierra Leone, 2007 ■ Formation à l'agroalimentaire au Libéria ■ Patricia Francis, Directrice exécutive de l'ITC, lors de la célébration du 50e anniversaire de l'ITC

Années 2000

Nouveau millénaire, nouvelle approche du développement par le commerce

L'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement établis par l'ONU contribue à orienter une grande partie du travail de l'ITC au début du XXI^e siècle, de même que le lancement de l'initiative Aide pour le commerce menée par l'OMC à la suite de la conférence ministérielle de l'organisation à Hong Kong en 2005.

La création du partenariat multidonateurs du Cadre intégré renforcé (CIR) au cours de cette même décennie permet de s'attaquer aux défis et aux besoins particuliers des pays les moins avancés dans le système commercial – le CIR devient un partenaire essentiel dans le travail de l'ITC. À l'échelle mondiale, la crise financière de 2008-2009 entraîne une chute sévère des flux commerciaux internationaux, et met en évidence l'importance des exportations dans un processus de reprise solide.

Dans ce contexte, l'ITC adapte sa propre approche afin de garantir que son offre aux économies des pays en développement et à leurs petites entreprises soit plus cohérente. Il prodigue ainsi des conseils en matière de politique pour encourager un solide appui aux écosystèmes commerciaux et renforcer la compétitivité des petites entreprises. Les changements rapides en cours dans l'économie numérique modifient également l'offre de l'ITC, à la fois dans la façon d'appuyer les petites entreprises et dans la façon d'élaborer ses services de base.

En ce qui concerne la direction de l'ITC, J. Denis Bélisle (Canada) quitte ses fonctions en 2006 après un long mandat, laissant son siège à la première femme à occuper ce poste, Patricia R. Francis (Jamaïque), Directrice exécutive de 2006 à 2013.



Participants à une session sur la stratégie d'exportation lors du premier Forum exécutif, 1999

Années 2000

Vers une approche holistique du développement par le commerce

À partir du début des années 2000, aider les gouvernements à élaborer des stratégies d'exportation est devenu une part croissante des attributions de l'ITC. Outre plusieurs stratégies régionales et sectorielles, l'ITC appuie l'élaboration de plus de deux douzaines de stratégies nationales entre 2003 et 2013.

Ce travail est devenu la force motrice du Forum exécutif, un événement annuel qui s'est tenu pour la première fois en 1999 et qui se concentre sur ces stratégies aux niveaux national et régional. Le Forum exécutif prendra par la suite le nom de Forum mondial pour le développement des exportations, un événement phare de l'ITC.



Documents de la stratégie nationale d'exportation du Kirghizstan sur des chaînes de valeur spécifiques, 2013 ■ Feuille de route de la stratégie nationale d'exportation sur les fruits et légumes, Ukraine, 2016 ■ Documents de la stratégie nationale d'exportation du Myanmar sur des chaînes de valeur spécifiques, 2015 ■ Forum exécutif 2000, Montreux, Suisse ■ Forum mondial pour le développement des exportations, Chongqing, Chine, 2010 ■ Forum exécutif, Berlin, Allemagne, 2006



Formation sur l'outil Standards Map, Genève, Suisse, 2012

Années 2000

Des biens publics mondiaux adaptés au XXI^e siècle

Au début des années 2000, les outils d'intelligence commerciale et de marché de l'ITC entrent dans une nouvelle phase avec le lancement de Trade Map, Market Access Map, Investment Map et Standards Map. À cette même époque, la publication phare de l'ITC, le *Forum du commerce*, se double d'une version en ligne dès l'année 2000. Aujourd'hui, le *Forum du commerce* est publié exclusivement en ligne.



Délégation irakienne pendant la formation sur l'outil Market Access Map, Genève, Suisse, 2015 ■ Formation sur l'outil Standards Map, Genève, Suisse, 2012 ■ Cours de formation personnalisé sur l'outil Standards Map dans le cadre du programme de compétitivité agricole du Zimbabwe, Harare, Zimbabwe, 2009 ■ Formation sur les outils d'analyse du marché, Gabon, 2009 ■ Formation sur les outils d'analyse du marché, Genève, Suisse, 2013



Cérémonie d'accession du Timor-Leste à l'OMC lors de la treizième Conférence ministérielle de l'OMC, février 2024 © OMC

Années 2000

Appuyer l'adhésion des pays les moins avancés à l'OMC

Lorsque l'OMC voit le jour le 1^{er} janvier 1995, 30 pays parmi les moins avancés ont adhéré à l'organisation. Au cours des années suivantes, l'ITC joue un rôle de plus en plus important en appuyant d'autres pays parmi les moins avancés dans leurs négociations d'adhésion à l'OMC, notamment les Comores, l'Éthiopie, l'Irak, le Libéria, le Yémen, Samoa et le Timor-Leste, pour n'en citer que quelques-uns. Des missions de conseil aux formations en passant par la recherche, l'ITC aide les gouvernements candidats à élaborer et à entreprendre les réformes nationales préalables à leur accession, mais aussi à naviguer dans le processus de négociation.



Ateliers pour les représentants du Ministère de l'investissement et du commerce extérieur de l'Ouzbékistan sur l'adhésion à l'OMC ■ Accession du Libéria à l'OMC, 2016 © OMC ■ Négociations d'adhésion sur les services financiers, Tadjikistan, 2012 ■ Consultation sur la stratégie d'exportation avec Djoormart Otorbaev, Premier Vice-Premier Ministre du Kirghizistan, 2012 ■ Deuxième dialogue régional sur les adhésions à l'OMC pour la Grande Corne de l'Afrique, Djibouti, 2018



Participantes à un atelier SheTrades

2009

Vers un commerce plus inclusif

L'ITC porte dans les années 2000 une attention croissante à la question du genre, à la fois dans les projets de l'ITC et dans les conseils fournis aux pays développant leur stratégie d'exportation. En 2009, l'ITC lance un programme à part entière sur les femmes et le commerce, qui deviendra par la suite l'initiative SheTrades. Aujourd'hui active dans des pays du monde entier, l'initiative vise à garantir que les femmes bénéficient des conditions et de l'appui dont elles ont besoin pour s'engager dans le commerce. Pour atteindre cet objectif, l'ITC peut s'appuyer sur 18 pôles SheTrades, hébergés au sein d'institutions partenaires locales, sur des projets menés directement dans les pays, et sur la collaboration directe avec les décideurs politiques, entre autres.



Salon et forum des femmes commerçantes (WVEF), Chine, 2011 ■ Réunions d'affaires à SheTrades Global, Liverpool, Royaume-Uni, 2018 ■ Zone interactive, WVEF 2017, Istanbul, Türkiye ■ Conversation présidentielle, Forum international des femmes entrepreneurs, Kenya, 2015 ■ Concours de pitch lors du SheTrades Global, Liverpool, Royaume-Uni, 2018



Initiative de mode éthique, atelier à Ndomo Atelier, Mali © ITC/Coralie Rabadan

2009

Joindre l'acte à la parole dans les défilés de mode éthique

En 2009, l'ITC lance une initiative désormais célèbre – l'Initiative de mode éthique. Le projet implique des entrepreneurs, des artisans, des designers et des leaders mondiaux des industries créatives. L'initiative est aujourd'hui active dans plusieurs pays – Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kazakhstan, Kenya, Kirghizstan, Mali, Ouganda, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan – sous la forme d'un réseau d'entreprises sociales qui aident les petites entreprises à s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement des marques de mode de luxe.



50 tisserands participant à une formation sur un petit métier à tisser, Bénin, 2024 © ITC/Shawn Newson ■ Collection de bijoux de MIMCO fabriqués en Haïti dans le cadre de l'Initiative de mode éthique, 2016 ■ Production de sacs sur le thème des ODD au Kenya, 2022, © ITC/MagangaMwagogo ■ Atelier à Ndomo dans le cadre de l'Initiative de mode éthique, Mali © ITC/Coralie Rabadan ■ Perlage de porte-clés par le groupe Satubo pour la marque Armani, Kenya, 2022 © ITC/MagangaMwagogo



Projection des 17 objectifs de développement durable au siège de l'ONU avant leur adoption par les États membres de l'ONU en 2015
 © ONU ■ Lancement du Rapport spécial, Banque africaine d'import-export 2019 ■ Arancha González, Directrice exécutive de l'ITC, rencontre António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, 2018

Années 2010

Des objectifs mondiaux pour la durabilité et les petites entreprises

Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, adoptés par les États membres en 2015, définissent un ensemble complet d'objectifs visant à relever certains des défis les plus tenaces de la planète, de la pauvreté à la faim en passant par la perte de biodiversité et le changement climatique.

La mention directe ou indirecte du commerce dans plusieurs cibles des ODD souligne le rôle majeur qu'il joue dans la réalisation du Programme pour le développement durable à l'horizon 2030, et ce dans tous les domaines. À la lumière de ce nouvel agenda, l'ITC s'efforce de renforcer le rôle des petites entreprises dans la réalisation de ces objectifs et cibles, et plaide pour faire entendre leurs voix dans toutes les conversations politiques qui peuvent les affecter. Le même état d'esprit s'applique à l'engagement et au plaidoyer de l'ITC dans des domaines tels que la transition verte, en particulier après l'adoption en 2015 de l'Accord de Paris sur le climat.

Dans le domaine de la politique commerciale, deux évolutions majeures remodelent le paysage pour les petites entreprises. La première est l'adoption en 2013 de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, suivie de son entrée en vigueur ultérieure. La seconde est l'adoption en 2018 de la phase I de la Zone de libre-échange continentale africaine, un accord couvrant l'ensemble du continent africain. Ce dernier, en visant la réduction de la dépendance à l'égard des produits de base pour se tourner vers des produits à valeur ajoutée, peut potentiellement accroître considérablement le commerce intra-africain, entraîner une croissance économique sans précédent, et permettre de réaliser d'autres objectifs de développement.

En ce qui concerne la gouvernance de l'ITC, Patricia Francis (Jamaïque) est remplacée en 2013 par Arancha González (Espagne), qui exerce ses fonctions de directrice exécutive jusqu'en 2020.



*Un groupe de jeunes Gambiens jouant au football. TEKKI FII vise à sensibiliser aux opportunités économiques disponibles pour les jeunes au niveau local.
© ITC/Diego Ibarra Sánchez*

Années 2010

Préparer les générations futures au commerce

L'incitation aux jeunes à s'engager dans le commerce et l'appui à la création et au développement de leur entreprise devient un volet de plus en plus important du travail de l'ITC au cours de cette décennie. Il conduit à la création du programme Jeunesse et commerce, à des interventions dans plusieurs pays, de l'Irak à la Gambie, et plus récemment à l'organisation des Prix des jeunes écopreneurs Ye!.

Les Prix sont organisés conjointement avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le cabinet d'avocats Sidley Austin, le programme Startups for Sustainable Development de Google et l'Initiative foncière mondiale du G20 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. En 2024, les Prix des jeunes écopreneurs Ye! devient un programme à part entière, avec des formations intensives et des accélérateurs pour appuyer les start-up dirigées par des jeunes sur des périodes plus longues.



Salon commercial promouvant l'entrepreneuriat des jeunes, Gambie, 2022 ■ Le hackathon Agri-Hack a renforcé les capacités des start-up agri-tech, Bénin, 2023 ■ Formation intensive pour les jeunes d'une des branche Ye!, République-Unie de Tanzanie, 2022 ■ Travailler avec les jeunes et les femmes pour améliorer la compétitivité des entreprises et du commerce, Soudan du Sud ■ Prix des jeunes écopreneurs Ye! : Concours de pitches verts lors du WEDF 2023, Mongolie



Cours en ligne de l'Académie du commerce pour les PME, 2016

2014

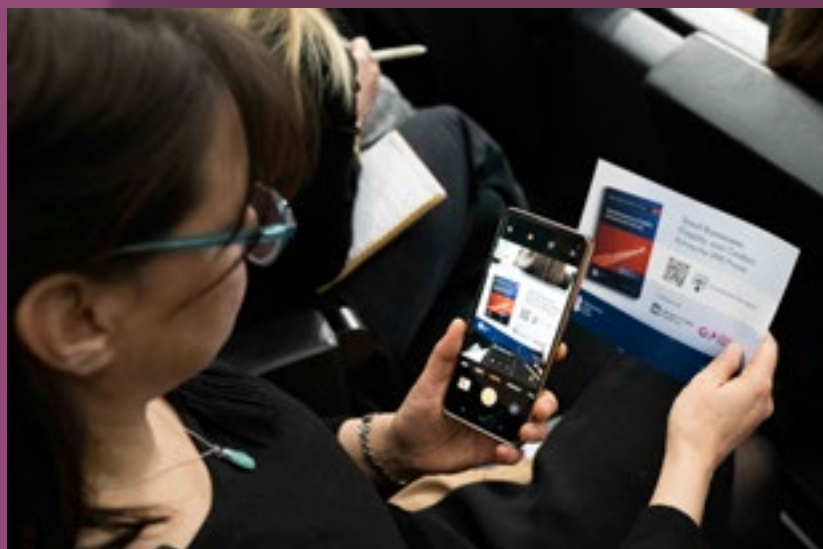
L'Académie du commerce pour les PME prend son envol

En 2014, l'ITC lance l'Académie du commerce pour les PME. L'initiative est annoncée par Arancha González, Directrice exécutive de l'ITC, lors du Forum mondial pour le développement des exportations qui se tient au Rwanda. L'Académie propose un apprentissage en ligne et s'adresse aussi bien aux petites entreprises, aux formateurs, aux organismes d'appui aux entreprises, aux agences gouvernementales, aux organisations internationales et aux universitaires. Outre les cours exclusivement en ligne, l'Académie offre également un appui numérique pour des ateliers individualisés.

Les participants à l'Académie peuvent désormais choisir parmi plus de cent cours en ligne, y compris des programmes diplômants. Plus de 400 000 personnes ont déjà suivi des cours qui couvrent des sujets allant de l'économie circulaire à la blockchain.



Tournage d'une formation en arabe pour les exportateurs libyens ■ Présentation de l'Académie du commerce pour les PME lors de la Journée portes ouvertes pour la Francophonie, 2015 ■ Page d'accueil de l'Académie du commerce pour les PME, 2024 ■ Stand de l'Académie du commerce pour les PME à l'OMC, 2018 ■ Tournage d'une formation



Accéder à l'édition 2023 du SMECO dans sa version numérique

2015

Influer sur le dialogue mondial sur la compétitivité des petites entreprises

En 2015, l'ITC lance la première édition de sa *Perspective de la compétitivité des PME* (SMECO), sa publication phare de recherche sur les grandes tendances et les principaux développements qui façonnent les perspectives commerciales et d'affaires des petites et moyennes entreprises. Publiée chaque année, elle a depuis couvert un large éventail de sujets, tels que la reprise postpandémique COVID-19, les services connectés, la fragilité et les conflits en tant que facteurs perturbateurs des PME, entre autres.

BARBARA RAMOS



Première édition du SMECO, 2015 ■ Marion Jansen, Économiste en chef à l'ITC, présente le SMECO 2015 lors du WEDF au Qatar ■ Lancement du SMECO 2019 à l'OMC, Genève, Suisse ■ SMECO 2018 ■ Lancement du SMECO 2023 à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse



Réunions en B2B pour les designers d'Afrique de l'Est dans le cadre du projet SITA, Inde

Années

2010

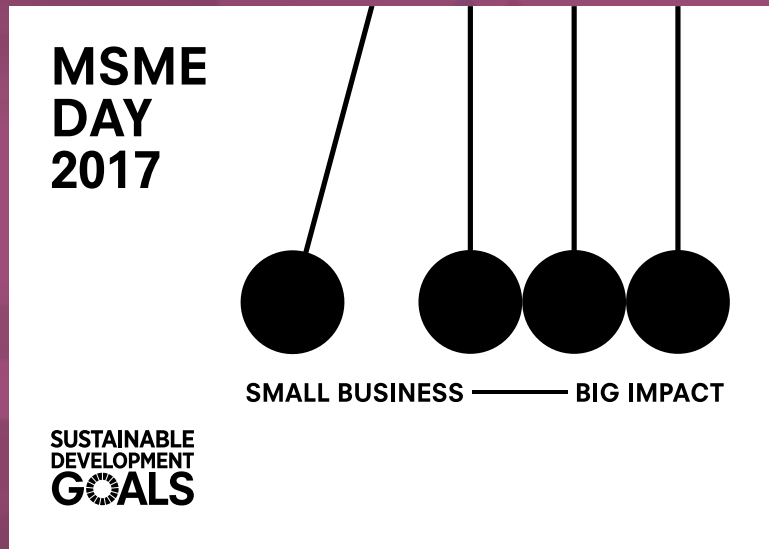
Vers une plus grande intégration régionale et le commerce Sud-Sud

Les gouvernements des régions du monde, de l'Afrique à l'Asie du Sud-Est en passant par les Caraïbes, intensifient leurs efforts d'intégration économique, mais aussi de développement du commerce et de l'investissement Sud-Sud. L'ITC s'emploie activement à appuyer ces travaux afin qu'ils débouchent sur une croissance économique et un commerce inclusif et durable.

Il s'agit notamment d'aider les pays qui sortent du statut de pays parmi les moins avancés à se préparer à cette transition, en identifiant les chaînes de valeur prioritaires susceptibles de générer des revenus et de créer des emplois, en particulier pour les MPME dirigées par des femmes et des jeunes. Ces dernières années, ces efforts ont fait l'objet de plusieurs programmes : le Programme d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP) qui vise les marchés de l'UE et de la Communauté de l'Afrique de l'Est, aujourd'hui dans sa deuxième phase ; le Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP), financé par l'UE ; les projets ARISE Plus financés par l'UE et menés en Asie du Sud-Est ; l'initiative One Trade Africa ; ainsi que le travail conjoint de l'ITC et d'Afreximbank pour appuyer le développement du commerce entre l'Afrique et les Caraïbes.



Mohammed Bakari, cultivateur d'épices, transporte des plants de cardamome pour les replanter, République-Unie de Tanzanie © ITC/Daniel Msirikale ■ Membre de la coopérative de producteurs de cacao/café Salmed, Sierra Leone ■ Événement pop-up à Chiang Mai, Thaïlande, sur l'agriculture biologique ■ BabyLove a développé son activité de crème glacée végétalienne à la noix de coco en Jamaïque ■ Plusieurs laboratoires au Burundi sont désormais accrédités selon les normes internationales ■ Réunions en B2B à l'occasion de l'événement PIGA Business Partnership, Chine



Première Journée des micro, petites et moyennes entreprises, organisée par l'ITC, 2017

Années 2010

Honorer les moteurs de l'économie mondiale

En 2017, l'Assemblée générale des Nations Unies instaure la Journée des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui se tiendra chaque année le 27 juin. La résolution établit un lien clair entre le succès des MPME et la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Depuis, l'ITC, en tant que champion de la cause des MPME au sein du système onusien, joue un rôle central dans les célébrations annuelles de cette Journée.



Arancha González, Directrice exécutive de l'ITC, prononce le discours de clôture de la Journée des MPME 2019 ■ Freda Ampofo, cofondatrice de KAEME, une marque ghanéenne de cosmétiques, parle de l'impact de l'investissement dans les MPME, 2019 ■ Journée des MPME 2022 au siège de l'ONU, New York, États-Unis ■ Journée des MPME 2018 à l'ITC, Genève, Suisse ■ Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, ouvre l'événement phare de l'ITC lors de la Journée des MPME, 2023



Lancement du pôle SheTrades MENA, 2018

Années 2010

Pôles SheTrades – une nouvelle tradition

En 2018, l'ITC lance avec Dubai Exports le premier pôle SheTrades, desservant la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Arancha González, Directrice exécutive de l'ITC, et Son Excellence Sami Al Qamzi, Directeur général du Département du développement économique (DED), donnent le coup d'envoi de ce nouveau chapitre.

En 2024, 18 pôles SheTrades ont ouverts, desservant des pays et des régions du monde entier, dont le dernier en date, au Ghana, a été inauguré en mars.



Des agricultrices participant au projet SheTrades Afrique de l'Ouest fabriquent des produits à base de beurre de karité pour la société Guinéenne des terroirs, Guinée ■ Femme exposant lors du lancement du pôle SheTrades Ghana, 2024 ■ Lancement du pôle SheTrades Ghana, 2024 © GEPA ■ Lancement du pôle SheTrades République dominicaine, 2023 ■ Centre de traitement et d'emballage du manioc E-KIMA, qui participe au pôle SheTrades Afrique de l'Ouest, au Libéria



Farhiya et Safiya en classe à Dadaab, Kenya, 2018 © Chris Muturi/NRC

Années 2010

Appuyer les communautés vulnérables

Avec un portefeuille croissant d'activités en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil, l'ITC déclare par deux fois, lors des éditions 2019 et 2023 du Forum mondial sur les réfugiés, s'engager en faveur de ces communautés dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés.

Les projets de l'ITC dans ces contextes mettent souvent l'accent sur le renforcement des compétences et l'entrepreneuriat numérique. À l'instar des activités menées dans les contextes fragiles en général, l'ITC intègre dans ses projets des évaluations de sensibilité aux conflits et une collaboration étroite avec les partenaires humanitaires, de développement, du gouvernement et du secteur privé.



Femme réfugiée au Kenya, fabriquant des objets artisanaux ■ La directrice exécutive de l'ITC, Arancha González, visite un centre de formation professionnelle pour réfugiés, Nairobi, Kenya, 2016 ■ Membres du groupe de femmes Wamo à Hagadera, Kenya, 2018 © Chris Muturi/NRC ■ La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, visite des entrepreneures de la coopérative Nyota Farsamo au complexe de réfugiés de Dadaab, Kenya ■ Aden Fatah, mentor en freelancing, interagit avec les diplômés du cours de freelancing en ligne, 2018 © Chris Muturi/NRC



Sessions de formation au numérique pour les jeunes réfugiées de Gaza, 2021 © BTI ■ La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, lors de la clôture de la table ronde de haut niveau du secteur privé PEID4, Antigua-et-Barbuda, 2024 ■ Une entreprise textile marocaine a adopté des pratiques de sécurité pour ses employés, 2020 ■ L'entreprise ghanéenne de cosmétiques KAEME a dû adapter ses pratiques par suite de la directive COVID-19, 2020.

Années 2020

Le développement par le commerce en temps de crise

Les dernières années de l'histoire de l'ITC sont marquées par une série de crises internationales, régionales et locales, qui oblige l'agence à devenir de plus en plus agile et efficace dans ses opérations, et à appliquer un nouvel état d'esprit dans un contexte de fragilité.

Les mesures de santé publique, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation des prix de l'énergie et des principaux produits de base, ainsi que d'autres événements, ont lourdement pesé sur les petites entreprises. Celles qui n'étaient pas en mesure d'utiliser des solutions numériques pour rester connectées aux marchés ou qui étaient déjà confrontées à d'autres obstacles ont été affectées de manière disproportionnée.

Bien que la COVID-19 n'ait plus le statut de pandémie, ses conséquences continuent d'affecter le paysage des MPME et la manière dont l'ITC les sert. La pandémie a renforcé l'urgence de réaliser les ODD d'ici la fin de la décennie, en particulier compte tenu de l'aggravation de l'impact du dérèglement climatique, l'augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim, ainsi que l'apparition ou la reprise de conflits dans diverses parties du monde. Ces préoccupations dominent les conversations internationales de cette première moitié de décennie, comme en témoignent les agendas perturbés des grands événements du développement, tels que la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui doit se tenir à Antigua-et-Barbuda en 2024.

L'ITC connaît un nouveau changement de direction au début de la décennie, avec le départ d'Árancha González (Espagne) en 2020 et l'arrivée de Pamela Coke-Hamilton (Jamaïque), qui prend la tête de l'organisation à partir du mois d'octobre de la même année.



Ivory Vogt et Rayne Sullivan, respectivement Négociatrice climatique et Conseiller en innovation océanique de Palau, discutant du commerce durable et de la création d'emplois, stand de l'ITC, COP27, Sharm el-Sheikh, 2022

Années 2010

Le commerce comme solution au défi climatique

Pour la première fois, l'ITC participe et intervient à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Glasgow (COP26). Depuis, il joue un rôle actif dans les COP sur le climat, notamment lors de la COP27 à Sharm el-Sheikh et de la COP28 à Dubaï. Depuis 2022, l'ITC amène des délégations de petites entreprises et d'organisations d'appui aux entreprises aux négociations climatiques de l'ONU afin qu'elles puissent partager leurs perspectives avec les négociateurs et la communauté climatique au sens large.

En 2023, l'ITC s'associe à l'OMC, à la CNUCED et à la Chambre de commerce internationale pour organiser le tout premier Pavillon du commerce, et joue un rôle majeur lors de la toute première journée thématique sur le commerce organisée sous la présidence d'une COP.



La directrice exécutive de l'ITC, Pamela Coke-Hamilton, s'adresse à l'assemblée lors de la COP26 à Glasgow, Royaume-Uni, 2021 ■ La chanteuse Ellie Goulding et l'ancienne première ministre britannique Theresa May avec Pamela Coke-Hamilton à la COP26 ■ Michael Marmon-Halm, Directeur général de Fairafric Ghana, présente ses produits sur le stand de l'ITC lors de la COP27 à Sharm el-Sheikh, Égypte, 2022 ■ Pamela Coke-Hamilton rencontre des jeunes écopreneurs et des organisations d'appui aux entreprises, COP27 ■ Txai Surui, activiste environnementale autochtone du Brésil, s'exprime lors de la session « Il est temps d'agir », COP28, Dubaï, Émirats arabes unis, 2023



Producteur et exportateur de cacao de Sierra Leone, participant au Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP)

2021

Une nouvelle ère pour l'intégration économique régionale

En 2021, l'ITC lance son initiative One Trade Africa, un vaste programme élaboré pour garantir que les petites entreprises dirigées par des femmes et des jeunes puissent pleinement tirer parti de la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine. Ce programme offre un appui complet aux organisations d'appui aux entreprises, aux gouvernements, aux agences régionales et aux MPME.

Parallèlement à ces efforts, l'ITC et ses partenaires accélèrent la mise en œuvre de leurs projets d'intégration régionale, en particulier ceux axés sur la valeur ajoutée, la diversification, la connectivité numérique et l'inclusion sur l'ensemble du continent.



Stand One Trade Africa à la Foire commerciale intra-africaine (IATF), Durban, Afrique du Sud, 2021 © ITC/ODMedia ■ Bénéficiaires du WACOMP à la Foire commerciale de l'alimentation et des boissons, Nigéria, 2023 ■ Lancement de la phase II du Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA (MARKUP II), Arusha, République-Unie de Tanzanie, 2023 ■ Visite de terrain chez Med Foods, République-Unie de Tanzanie ■ Séance plénière d'ouverture de la Foire commerciale intra-africaine, Durban, Afrique du Sud, 2021



Genre



Vert



Jeunesse



Numérique

2022

Viser la lune

En 2022, Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, engage l'agence dans quatre *Moonshot*, ou Grands défis, en matière de genre, de jeunesse, de connectivité numérique et de transition verte. Il s'agit d'insuffler une impulsion stratégique majeure vers la réalisation des ODD grâce à un commerce connecté, durable et inclusif. Ces initiatives viennent compléter le Plan stratégique 2022-2025.



RUSH & REEZ, une marque libanaise, utilise des plateformes de commerce électronique pour accéder à de nouveaux marchés ■ Ruth Owino, Directrice générale de Brogibro Safaris, a participé à des foires commerciales dans le cadre du programme SheTrades Commonwealth ■ Kola Studios lors de sa participation à FastTrack Uganda ■ Vedant Gandhi et Abhishek Chhazed, de RecycleX, posent avec leurs produits de revêtement à base de matériaux recyclés, Inde ■ Agricultrice sélectionnant des grains de café, Coopérative de café Vanmai, République démocratique populaire lao, 2022



Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, s'adresse à un avatar lors du Forum de l'Académie du commerce pour les PME sur le thème de l'intelligence artificielle.

2023

Entrer dans l'ère de l'intelligence artificielle (IA)

En août 2023, les ministres du commerce et de l'investissement du G20 adoptent l'Appel à l'action de Jaipur pour l'amélioration de l'accès des MPME à l'information. À cet égard, ils saluent le travail de l'ITC, de la CNUCED et de l'OMC dans la mise en place de l'outil Global Trade Helpdesk, un service d'assistance pour le commerce mondial, et les encouragent à mettre à jour le portail avec les technologies émergentes, y compris l'intelligence artificielle.

L'outil Global Trade Helpdesk est lancé lors de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC qui se déroule en 2017 à Buenos Aires, en Argentine. Il sert de plateforme en ligne unique grâce à laquelle les MPME peuvent s'informer sur le type de commerce qui leur correspond, depuis les procédures d'importation jusqu'aux exigences réglementaires.



Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC, lors du Forum de l'Académie du commerce pour les PME sur le thème de l'intelligence artificielle, Genève, Suisse, 2023 ■ La publication de l'ITC en langue anglaise « Vivre avec le génie -L'IA dans la création de contenu commercial pour les petites entreprises » explore comment les petites entreprises peuvent utiliser des outils d'IA pour créer plus efficacement du contenu et promouvoir leur travail tout en maintenant la confiance de leurs clients ■ Lancement de la publication Living with the Genie ■ Panel de conférenciers au Forum de l'Académie du commerce pour les PME sur le thème de l'intelligence artificielle, 2023



Nadine Mneimneh, une designer de mode libanaise, exporte à l'international après avoir participé au projet We-Fi

2024

L'autonomisation économique des femmes dans l'économie numérique

L'OMC et l'ITC organisent un Événement de haut niveau sur les femmes et le commerce, qui inclut un Sommet SheTrades, en amont de la treizième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tient à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis. Proposant des discussions politiques, un festival de l'innovation et des séances de poésie, l'événement rassemble des décideurs politiques, des entreprises dirigées par des femmes, des organisations d'appui aux entreprises et des professionnels pour un examen approfondi de ce qu'un système commercial plus inclusif pourrait et devrait impliquer.

Dans le cadre de cet événement, l'OMC et l'ITC lancent le Fonds pour les exportatrices dans l'économie numérique (WEIDE), qui bénéficie d'une contribution initiale de cinq millions de dollars du gouvernement des Émirats arabes unis. Son objectif est d'aider les entreprises dirigées par des femmes à adopter les technologies numériques et à s'engager dans l'économie numérique.



Formation à la culture numérique et financière dans le cadre de l'initiative SheTrades, Indonésie ■ GSIE Technology, une participante au projet NTF V, Sénégal ■ Lancement du Fonds OMC-ITC pour les exportatrices dans l'économie numérique, Abu Dhabi, Émirats arabes unis, 2024 ■ Un nouveau projet sur l'entrepreneuriat numérique au Nigéria encourage le développement du commerce électronique, en particulier pour les PME agroalimentaires des communautés défavorisées ■ Entrepreneures au Sommet OMC-ITC SheTrades, Dubai, Émirats arabes unis, 2024



Adresse physique

Centre du commerce international
54-56 Rue de Montbrillant
1202 Genève, Suisse

Tél. : +41 22 730 0111
Fax : +41 22 733 4439
Courriel : itcreg@intracen.org
www.intracen.org

Adresse postale

Centre du commerce international
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse



© Centre du commerce international 2024

Le Centre du commerce international (ITC) est une agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Imprimé par le service d'imprimerie numérique de l'ITC.

Une version pdf gratuite est disponible sur le site internet de l'ITC : www.intracen.org

